



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 112 - 18 octobre 1982

PRIX : 2 F

SOMMAIRE
AU
VERSO

COTE

d'

IVOIRE



AUSTÉRITÉ ET VIE CHÈRE

SOMMAIRE

AUSTERITE ET VIE CHERE

Page 3
Côte d'Ivoire : vous
avez dit chômage ?

Page 4
Mali : un ministre
qui sait convaincre

2) : la vie chère

Page 5
Guinée/Mali : l'u-
nion ne peut se fai-
re que contre les
dictateurs

Page 6
Sénégal : les ouvri-
ers de la SOPEFINE
en lutte

Page 7
L'excision : une
pratique barbare

ABONNEMENT

FRANCE : 1 an
-pli ouvert : 24 F
-pli fermé : 48 F

AUTRES PAYS :
écrire au journal
adresse :
Combat Ouvrier
"pour le PAT"
BP 145
75 023 Paris-Cédex

éditorial

COTE D'IVOIRE : AUSTERITE ET VIE CHERE

Depuis le début du mois de septembre, le gouvernement ivoirien vient de prendre coup sur coup, une série de mesures d'austérité. La Côte d'Ivoire on le sait, fait partie des rares pays à être encore cités comme modèles en Afrique, car il a jusque là pu permettre un certain nombre de largesses et de mesures sociales vis-à-vis de certaines catégories de travailleurs. Eh bien en cette période de crise capitaliste, finies les largesses, finie l'euphorie.

Les tickets de bus ont augmenté de 25 à 50 % selon les lignes. Le régime a décrété l'austérité pour tous. C'est ainsi que pour certaines catégories de fonctionnaires, notamment les militaires et les enseignants, le logement, jusque là fourni gratuitement par l'Etat, a été supprimé. Dorénavant, les fonctionnaires seront obligés de trouver eux-mêmes un logement. L'Etat se contentera de leur verser une allocation logement dont le montant dépendra de leur fonction et de leur grade. De même, tout titulaire d'une licence ne sera plus considéré comme un cadre moyen, mais comme un agent de maîtrise. Le cadre moyen déjà en exercice se voit rétrogradé donc au grade d'agent de maîtrise et son salaire est aligné sur celui des agents de maîtrise.

C'est ainsi aussi que le Fonds National de Solidarité, organisme chargé de verser des allocations aux chômeurs, sera supprimé à la fin de l'année 1983. Et encore, ce fonds, qui en soi constitue un cas rare en Afrique, ne s'adressait qu'à une minorité privilégiée de chômeurs de la Capitale. A ces différentes mesures, il faut ajouter la fermeture de certaines écoles primaires publiques, l'augmentation des loyers et des tickets repas des étudiants, et on comprend que le climat politique soit tendu actuellement en Côte d'Ivoire.

En effet, bien au-delà de ceux qui sont touchés par ces mesures il y a la grande masse de ceux qui n'ont même pas la possibilité d'être atteints directement, car ils ne sont ni fonctionnaires, ni salariés, ni étudiants. Ce sont les milliers de petites gens qui vivent dans les quartiers populaires, au jour le jour, de menus emplois, et qui n'entrent dans aucune statistique officielle. Ceux-là n'ont jamais connu ni protection sociale, ni aide d'aucune sorte. Et si aujourd'hui, du fait de la dégradation de la situation économique, même ceux qui jusque là bénéficiaient de certains avantages sont touchés, que dire alors de tous ceux qui ne travaillent qu'occasionnellement, de tous ces gens qui vivent de "demorde" dans les villes, et qui ne survivaient que parce qu'il y avait une situation plus ou moins favorable ? Que dire de tous ces prolétaires, si tout ce fragile édifice économique devait s'écrouler du fait de la crise ?

Oui, on se rend compte que même dans les pays riches, avec la crise, le capitalisme n'est pas capable d'assurer un niveau de vie décent. Eh bien, en Afrique même si le capitalisme prospère, c'est la misère pour la majorité, et la famine pour beaucoup. Alors, il n'y a rien, mais rien vraiment à attendre d'un capitalisme en crise, quoi qu'on fasse.

Alors, il n'y a pas d'autre choix que celui de mettre fin à ce système. La seule solution, c'est que ceux qui, dès la naissance sont condamnés à une vie sans espoir, se révoltent pour jeter bas ce système dans lequel il n'y a aucune issue pour les travailleurs.

COTE D'IVOIRE

— VOUS AVEZ DIT CHÔMAGE ? —

Le gouvernement ivoirien a annoncé récemment la suppression, pour fin 83, du Fonds National de Solidarité (organisme chargé de verser des allocations à certains chômeurs). La raison fournie pour cette décision est la certitude que d'ici fin 83, le chômage sera résorbé en Côte d'Ivoire.

Jusqu'ici, bien peu de pays d'Afrique ont pu mettre en pratique ce semblant d'aide aux travailleurs . Et même en Côte d'Ivoire, pays relativement favorisé, ce privilège était réservé seulement à une catégorie de chômeurs de la Capitale. On se souvient des manifestations de chômeurs à Abidjan en décembre 81. A l'époque, le gouvernement ivoirien, pour éviter l'explosion, a dû prendre un certain nombre de mesures dont :

- la création du Fonds National de Solidarité
- le versement d'une série d'aides aux cadres et agents de maîtrise en chômage et un milliard de F CFA à 10 000 chômeurs - sur combien ? - ouvriers, employés et manoeuvres d'Abidjan .

Le système a ainsi fonctionné tant bien que mal. Oh, cela n'a pas suffi pour satisfaire tout le monde. Mais cela a au moins permis à certains de se remplir les poches à bon compte. En témoigne le scandale qui a récemment éclaté à Abidjan. Une partie du milliard destiné aux 10 000 petits chômeurs a été détourné. Les responsabilités se situent entre le Ministère du Travail, qui supervise toutes les opérations concernant les chômeurs et un comité de chômeurs mis en place à la suite des manifestations de 81, et qui semble surtout avoir servi à cautionner la répartition du milliard en désignant les chômeurs bénéficiaires.

Aujourd'hui, après un an de fonctionnement, il est donc question de supprimer le Fonds de Solidarité. En fait, les caisses de l'Etat sont vides. Et le temps n'est plus à de beaux gestes vis-à-vis des travailleurs. Alors, avec un cynisme extraordinaire, le ministre ivoirien du Travail a annoncé la couleur.

Interrogé sur son optimisme quant à la disparition prochaine du chômage il a tout simplement déclaré : " Nous faisons confiance en Dieu...nous espérons que d'ici la fin 83 il y aura de nouveaux investissements qui permettront des créations d'emplois ".

Interrogé sur le nombre des chômeurs, le même ministre a déclaré tranquillement : " Je ne peux pas vous dire exactement, car les statistiques ne sont pas fiables ".

Et dire qu'il est sensé s'occuper des chômeurs ! Qu'on s'étonne après si des sommes destinées aux chômeurs sont détournées !

* = * = * = * = *	= * = * = * = * =
* = * = * = *	= * = * = * =
* = * = *	= * = * =
* = *	= * =
*	=

GUINEE

* *
* *
* *
* *
* *
* *

L'UNION NE PEUT SE FAIRE

MALI

QUE CONTRE LES DICTATEURS

Pour discuter d'un "projet d'union" entre la Guinée et le Mali, une commission regroupant les représentants des deux Etats s'est réunie au début du mois d'octobre à Conakry. Selon les membres de cette commission, il s'agit de reconstituer l'ancien empire du Mali (qui s'étendait sur une grande partie de l'Afrique de l'Ouest entre le 13^e et le 17^e siècle) "sur la base d'un Etat égalitaire et démocratique".

Le chef de la délégation guinéenne a déclaré que "l'union Guinée-Mali ne saurait rester un rêve pieux, mais une réalité vécue ici et maintenant". "Nous sommes résolus, a-t-il ajouté, à faire de nos deux pays, un même Etat, une même nation, un même peuple..!"

Les "discussions" ne viennent que de commencer mais c'est du déjà entendu. La Guinée avait déjà dans le passé tenté de faire la même chose avec le Ghana ; qu'en est-il resté ? Du vent ! Le mali aussi, au moment de l'indépendance, sous Modibo Kéita, avait tenté de faire l'union avec le Sénégal. Cela n'a même pas duré quelques semaines !

Alors, quand nos dictateurs maliens et guinéens plus préoccupés d'emprisonner et d'éliminer tous ceux qui osent les critiquer, nous parlent d'une union sur la base d'un "Etat égalitaire et démocratique", on sait à quoi s'en tenir. Ils tiennent tous à garder leur appareil d'Etat, car c'est la source de leurs privilèges. C'est grâce à l'existence de ces appareils d'Etat que les ministres, les hauts fonctionnaires et toutes sortes de parasites se remplissent les poches en vidant celles des petites gens.

C'est pourquoi l'unification de l'Afrique sur l'initiative et par libre consentement des Etats actuels et de leurs dirigeants est un rêve utopique. Au plus, les plus puissants d'entre eux sont capables d'absorber les moins puissants, et encore si l'impérialisme, leur arbitre à tous, les y autorise. C'est peut-être ce qui va se passer entre le Sénégal et la Gambie.

Non, ces appareils d'Etats actuels, il est nécessaire de les briser d'abord, par des révolutions profondes, populaires. Et les briser non pas au nom ou sous la direction de forces sociales désireuses seulement de reconstituer des appareils d'Etat dans les cadres nationaux, mais par des forces sociales qui n'ont aucun intérêt au maintien de la fragmentation actuelle de l'Afrique -et du monde- par des frontières nationales.

L'Afrique unie de l'avenir est indissociable de l'avenir de la révolution prolétarienne en Afrique. La révolution prolétarienne devra détruire de toutes façons tous les appareils d'Etat qui sont des machines d'oppression contre les pauvres. Le prolétariat et la paysannerie pauvres s'organiseront alors eux-mêmes en pouvoir d'Etat. Et ce pouvoir d'Etat aura tout intérêt à s'élargir au delà des frontières héritées du colonialisme, englober de vastes régions d'où il aura à tendre la main d'ailleurs aux prolétaires d'autres continents.

Les frontières nationales, comme la domination de la bourgeoisie capitaliste à laquelle elles sont liées, c'est du passé. L'avenir, c'est la destruction de l'ordre bourgeois à l'échelle du monde, le remplacement des Etats nationaux bourgeois par une vaste confédération de républiques ouvrières, et la mise en commun des richesses de la planète entre pays riches et pays pauvres.

Mais par rapport à ce qui est une nécessité objective des temps modernes, c'est bien un symbole que pour justifier leur dérisoire discours sur une union étriquée, Moussa Traoré et Sékou Touré aient eu besoin de regarder 600 ans en arrière pour choisir comme modèle, un empire du moyen âge, sans être au demeurant, capables de le réaliser...

L'EXCISION

une pratique barbare

Le 5 octobre dernier à Paris, un travailleur malien est passé en jugement à la suite d'une excision qui a provoqué une hémorragie de sa petite fille de trois mois. Il y a quatre mois, une fillette d'un autre travailleur africain était morte dans les mêmes conditions. Et pour la presse française, cela semblait tout à fait une découverte.

Le second travailleur a été inculpé pour non assistance à personne en danger. Quant au premier, nous ne connaissons pas encore le jugement définitif.

En sanctionnant une tradition sans doute barbare, les autorités françaises essaient de se donner ainsi le beau rôle alors que pendant des décennies elles avaient justifié la barbarie du colonialisme et défendu les formes les plus odieuses de l'exploitation.

En tous cas ce n'est sûrement pas en réprimant que les autorités françaises mettront fin à la pratique de l'excision, étant donné que celle-ci s'opère dans la clandestinité.

Pour les parents qui font exciser leurs fillettes, il s'agit de rester fidèles à leurs coutumes ancestrales. Ils ne comprennent pas pourquoi ils sont poursuivis ici pour une pratique rituelle qui est "normale" là-bas.

Cependant, en relevant l'hypocrisie des autorités françaises, nous n'enlevons évidemment rien au fait que l'excision et un certain nombre de nos traditions sont inhumaines.

Et il se trouve encore des africains pour les défendre au nom de prétendues culture et civilisation africaines ! Au nom de ces mêmes valeurs, peut-on justifier l'esclavage et le maintien des castes ? L'identité ou la dignité de l'Afrique (dont parlent certains africains) reposent-elles sur des pratiques ignobles telles que l'excision dont souffrent des millions de femmes ? Non.

Alors au nom de quoi la femme continuera à être esclave de l'homme et victime des mutilations sexuelles. ?

Nous savons qu'il existe de plus en plus de femmes africaines qui se battent pour mettre fin à cet état de choses révoltantes. Ce combat pour la dignité de la femme doit être aussi celui des militants révolutionnaires.

ce que nous voulons

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.